BUREAU DU COMITÉ SYNDICAL

Séance du 6 novembre 2024 à 17h00

Date d'envoi de la convocation : le 30 octobre 2024

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 25 pour 34 voix

Étaient présents :

Mme BRUNON Martine	Déléguee de la Commune de Saint-Régis-du-Coin
M. BRUYAS Lucien	Délégué de Vienne Condrieu Agglomération
M. CHAMPANHET Bernard	Délégué de la Ville d'Annonay
Mme DEHAN Nathalie	Déléguée du Grand-Lyon – Givors
Mme FAVRE-BAC Lisa	Déléguée de la Commune de Pélussin
M. GONON Christophe	Délégué de la Commune de Tupin-et-Semons
M. HAMMOU OU ALI Brahim	Délégué de la Ville de la Ricamarie
M. MANDON Emmanuel	Délégué de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
M. MARION Philippe	Délégué du Département du Rhône
Mme MAZOYER Martine	Déléguée de la Communauté de communes du Pilat Rhodanien
M. POLETTI Jean-Louis	Délégué de la Communauté de communes du Pilat Rhodanien
M. RAULT Serge	Délégué de la Communauté de communes du Pilat Rhodanien
Mme ROBIN Christine	Déléguée de la Communauté de communes des Monts du Pilat
M. SOY Laurent	Délégué de Vienne Condrieu Agglomération
M. THOMAS Luc	Délégué de Vienne Condrieu Agglomération
M. ZILLIOX Charles	Délégué de la Commune de Bessey – Président

Ont donné pouvoir :

Mme BONNET-FERRAND Virginie	À M. MANDON Emmanuel
M. CINIÉRI Dino	À M. ZILLIOX Charles
M. PORCHEROT Jean-Philippe	À Mme MAZOYER Martine

Étaient absents :

Mme CALACIURA Stéphanie	Déléguée du Département de la Loire
M. CORVAISIER Robert	Délégué de la Communauté de communes des Monts du Pilat
Mme FAYOLLE Sylvie	Déléguée de Saint-Étienne Métropole
M. MASSARDIER Alexandre	Délégué de la Communauté de communes des Monts du Pilat
Mme PEYSSELON Valérie	Déléguée du Département de la Loire
Mme SEMACHE Nadia	Déléguée du Département de la Loire

Assistaient également à la réunion :

M. Daniel DÜRR	Président du Conseil scientifique du Parc
M. Michel FOREST	Président des Amis du Parc
Mme Jocelyne ROCHE	Membre du CESER
Mme Bertille CLAVEL	Chargée de mission Parc de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Mme Pauline DELFORGE, Mme Sandrine GARDET, Mme Carole MABILON, Mme Marie MOTTOT et Mme Marie VIDAL-CELARIER	Équipe du Parc

COMPTE-RENDU DU BUREAU SYNDICAL DU 6 NOVEMBRE 2024

Monsieur le Président accueille les membres du Bureau.

Lucien BRUYAS est désigné secrétaire de séance.

1 – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU BUREAU DU 16 OCTOBRE 2024

Ce compte-rendu est adopté à l'unanimité.

2 – APPROBATION DE COMPTES-RENDUS DE RÉUNIONS

- Compte-rendu du comité de suivi Éducation au territoire du 15 octobre 2024 : en l'absence de Jean-Philippe PORCHEROT, c'est Carole MABILON, responsable du pôle médiations au Parc, qui présente les principales conclusions de cette réunion.

72 candidatures au programme d'éducation au territoire pour l'année scolaire 2024-2025 ont été reçues. 52 dossiers ont été retenus. Les projets refusés le sont notamment pour les raisons suivantes : les élèves ont déjà bénéficié du même programme l'année précédente, le projet présenté n'est pas assez clair ou pour certaines classes, le projet est inexistant.

À noter qu'il n'y a aucun inscrit sur l'animation liée au pastoralisme.

La réunion de rencontres et d'échanges avec les enseignants, dont les classes ont été retenues, aura lieu le 20 novembre prochain à la Maison du Parc.

Charles ZILLIOX fait remarquer que, chaque année, il y a beaucoup d'écoles intéressées. Le programme bénéficie à nouveau du soutien financier de l'ASSE Cœur vert. Les soutiens financiers de la Région et du Département du Rhône permettent de maintenir ce programme et de l'ouvrir à un nombre important de classes du territoire et des villes-portes.

3 - CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DES DOCUMENTS D'OBJECTIFS (DOCOB) ET L'ANIMATION DES SITES NATURA 2000 ENTRE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ET LE PARC DU PILAT

Christine ROBIN présente ce point.

Le Syndicat mixte du Parc du Pilat anime depuis de nombreuses années la mise en œuvre des documents d'objectifs des 4 sites Natura 2000 situés sur le Pilat.

En 2023, la gestion des sites Natura 2000 a été transférée de l'État aux Régions, en application de la loi 3DS.

Une convention entre l'État et le Syndicat mixte du Parc existait jusqu'en 2023, une nouvelle convention doit désormais être signée entre la Région et le Syndicat mixte du Parc.

Cette convention permet à la Région de confier au Syndicat mixte du Parc l'animation des sites Natura 2000 présents sur le territoire, en tant que structure porteuse de ces sites.

Le Syndicat mixte du Parc s'engage à assurer l'animation, la concertation, la mise à jour, la révision des DOCOB (Document d'objectifs) et le suivi de leur mise en œuvre sur les sites Natura 2000 dont il a la responsabilité.

La Région, en tant qu'autorité administrative, s'engage à soutenir administrativement et financièrement la structure porteuse et à apporter à la structure porteuse l'assistance technique et administrative dont elle peut avoir besoin.

Le Bureau du Parc, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- émet un avis favorable sur cette convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Parc du Pilat
- autorise Monsieur le Président ou son représentant agissant par délégation à la signer.

4 - AVENANT N°1 À LA CONVENTION CADRE DE PILOTAGE ET DE MISE EN ŒUVRE DU GROUPE D'ACTION LOCALE LEADER LOIRE

Charles ZILLIOX et Sandrine GARDET présentent ce point.

Le 13 juillet 2023, Loire Forez agglomération, la communauté de communes de Forez-est, Roannais agglomération, Charlieu-Belmont communauté, la communauté de communes du Pays d'Urfé, la communauté de communes des Vals d'Aix et Isable, la communauté de communes du Pays entre Loire et Rhône, le syndicat mixte du parc naturel régional du Pilat, la communauté de communes des monts du Pilat, la communauté de communes du Pilat rhodanien, Saint-Étienne Métropole et Vienne Condrieu agglomération ont signé une convention de partenariat pour la mise en œuvre et le pilotage du programme LEADER Loire.

À la suite d'une étude juridique interne, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, autorité de gestion régionale du fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) a précisé les modalités de remboursement des frais d'animation et de fonctionnement du programme LEADER. Cette évolution a pour conséquence de réduire le niveau des subventions escomptées pour les 1,5 ETP mis à disposition de Loire Forez agglomération, soit 0,5 ETP par le Syndicat mixte du Parc du Pilat et 1 ETP par Roannais agglomération.

Aussi, afin d'assurer un fonctionnement optimal du programme et de garantir une équité entre l'ensemble des structures employeuses, il est proposé de modifier la convention de partenariat par avenant. L'avenant porte sur les modalités de fonctionnement et les ressources humaines, ainsi que sur les modalités de prise en charge financière et de remboursement. Il prévoit l'arrêt des mises à disposition afin de permettre aux trois structures employeuses que sont Roannais agglomération, le Syndicat mixte du Parc du Pilat et Loire Forez agglomération de solliciter directement une subvention LEADER sur la base de l'option des coûts simplifiés.

Emmanuel MANDON demande s'il y a une explication à ce changement dans les modalités de fonctionnement et de prise en charge financière.

Marie MOTTOT précise que les services juridiques de la Région ont analysé les modalités définies au départ et les ont jugées non conformes.

Il a été négocié que ce ne serait pas rétroactif et que ce nouveau fonctionnement ne sera effectif qu'à compter du 1^{er} janvier 2025.

Emmanuel MANDON indique que plusieurs conseillers régionaux avaient fait remarquer dès le début, que c'était un fonctionnement « usine à gaz ».

Le Bureau du Parc, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- émet un avis favorable sur cet avenant à la convention cadre de pilotage et de mise en œuvre du GAL Leader Loire
- autorise Monsieur le Président ou son représentant agissant par délégation à le signer.

5 – QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

5.1 Actions du syndicat mixte du Parc réalisées et proposition de démarches autres à effectuer à la suite des intempéries de mi-octobre 2024

Charles ZILLIOX et Sandrine GARDET présentent ce point.

À la suite des intempéries du 16 et 17 octobre 2024, le Syndicat mixte du Parc a proposé à plusieurs Communes (ainsi qu'à la Maison des Tresses et Lacets, à l'association NAD, au CONIB et au CPIE), un appui en main d'œuvre pour aider à la réparation des dégâts occasionnés par les pluies importantes.

Cet appui en main d'œuvre a consisté en la mise à disposition de l'équipe d'entretien de la nature.

L'équipe a ainsi été mobilisée :

- 1 journée à la demande de Pélussin
- 1 journée à la demande de Bourg-Argental
- 2 journées à la demande de Chavanay.

La Commune de Bourg-Argental a également demandé que l'équipe intervienne pour enlever les éléments textiles émanant d'une des usines de son territoire qui se sont dispersés le long de cours d'eau. Ce travail sera réalisé prochainement par le Syndicat mixte du Parc, sans doute dans le cadre d'un chantier participatif de type Pilat Propre.

À cette modeste contribution, une seconde s'est mise en place. Elle a consisté à relayer les campagnes de recherche de dons de la Commune de Rive-de-Gier et celle d'Emmaüs à Chavanay dans le cadre de la communication liée au Festival du Cinéma Solidaire (dont le déroulement est d'ailleurs prévu du 2 au 28 novembre 2024). La campagne de recherche de financement participatif de la Ferme du Moulin des Chartreux à Sainte-Croix-en-Jarez (une des exploitations agricoles les plus endommagées à notre connaissance) a également été relayée via la page Facebook « Circuits courts Pilat » administrée par le Syndicat mixte du Parc.

Enfin, le syndicat mixte du Parc a commencé à inventorier les chemins endommagés, en débutant sa démarche par le parcours du chemin de Saint-Jacques. C'est un chemin qui, à la différence d'autres, se pratique en itinérance et y compris à cette saison. A la différence d'une randonnée pratiquée à la journée, l'itinérance permet plus difficilement de faire demi-tour pour rejoindre son domicile ou sa voiture si une portion de chemin s'avère impraticable.

Dans le même temps, via les réseaux sociaux Facebook et LinkedIn, le Syndicat mixte du Parc a demandé aux personnes fréquentant les chemins de lui faire remonter leur mauvais état éventuel. L'embauche pour 3 semaines d'Axel BRICHET, ex-service civique au Parc, va aussi permettre d'avancer plus vite dans l'état des lieux des dégâts sur les chemins.

À ce jour, il est encore difficile d'évaluer les dégâts mais plusieurs portions de chemin devront faire l'objet d'une intervention extérieure pour être remises en état. Cette remise en état via prestation pourrait être financée dans le cadre du Contrat de Parc qu'elle soit sous maîtrise d'ouvrage d'une Commune ou sous celle du Syndicat mixte du Parc, pour autant que le chemin concerné serve pour partie à la randonnée.

Proposition n°1 :

Aussi, il pourrait être proposé aux Communes de faire part au Syndicat mixte du Parc, des chemins ruraux endommagés, ceux utiles à la randonnée mais aussi à la desserte de parcelle agricole ou à d'autres usages afin de prioriser les chemins à réparer avec l'aide financière de la Région dans le cadre du contrat de Parc.

Proposition n°2 :

De plus, considérant que parmi les Communes les plus touchées en Nord Ardèche (Limony, Annonay, Boulieu-lès-Annonay, Saint-Marcel-lès-Annonay), dans la Loire (Gier et Pilat) et le Rhône (Gier et façade rhodanienne) font, pour

une grande partie d'entre elles, parties du Syndicat mixte du Parc ou du périmètre d'étude pour la révision de la Charte, il pourrait être pertinent que le Syndicat mixte du Parc fasse une démarche de sollicitation d'un soutien exceptionnel de la Région au profit des acteurs de ces Communes, sous réserve, bien entendu, qu'aucune démarche de ce type n'ait déjà été entreprise en faveur de notre territoire auprès de la Région.

Cette demande a toute sa légitimité considérant que le 4 octobre 2024, pour faire face aux dégâts causés le 21 juin par la crue torrentielle du Vénéon dans l'Oisans, la Région a débloqué un soutien de 5 millions d'euros :

- 4 M€ pour soutenir les collectivités concernées dans la reconstruction
- 1 M€ pour les acteurs économiques dans l'investissement de leur reconstruction de bâtiments ou d'équipements.

Les dégâts recensés en Oisans sont 17 maisons disparues, 80 maisons endommagées, 70 % des emplacements du camping impactés, des refuges fermés et l'axe RD 530 coupé.

En concertation avec la préfecture de l'Isère, le Département de l'Isère, la communauté de communes de l'Oisans et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), la Région va conventionner avec la communauté de communes pour lui permettre d'octroyer elle-même une aide d'urgence aux entreprises sinistrées, en compensation de leur perte de chiffre d'affaires.

Cette démarche du Syndicat mixte du Parc pourrait se faire en lien avec les 3 Préfectures et l'ensemble des Départements, Intercommunalités et Communes concernés.

NB : Les propriétés principales du Syndicat mixte du Parc, soit la maison du Parc à Pélussin, la Maison de l'Eau à Marthes et l'Ermitage à Sainte-Croix-en-Jarez n'ont pas été impactées. À la maison de l'eau, le parking et les salles du bas ont été inondés, mais l'intervention des pompiers et l'eau qui s'est finalement retirée assez vite, n'ont pas entraîné de conséquences négatives.

Philippe MARION constate que, sur sa commune (Condrieu), les dégâts sur les chemins : sentiers de randonnée et/ou chemins qui mènent à des exploitations sont très importants. Cette démarche collective a donc tout son sens.

Sandrine GARDET suggère que pour porter une démarche plus large et commune, il faudrait connaître le montant des dégâts.

Christine ROBIN indique qu'il est possible d'avoir l'estimation pour le territoire, notamment à l'échelle intercommunale. Pour les entreprises, les difficultés ne sont pas toutes remontées et ,pour les particuliers, il n'y a pas d'estimation connue.

Il est également indiqué que pour les particuliers notamment, certains dégâts dont le coût de la remise en état est pourtant conséquent, ne sont pas pris en charge, car font l'objet d'une clause d'exclusion par les contrats d'assurance. C'est le cas notamment pour les jardins et murs de soutènement.

Serge RAULT souligne que les voiries, ponts et infrastructures ont été touchés. On ne sait pas ce qui va être pris en charge par le fonds de l'État : à quel pourcentage et en considérant que ce fonds prend en compte la vétusté. Au niveau de la Communauté de communes du Pilat rhodanien, les dégâts sont estimés à 20 millions d'euros.

Sandrine GARDET souhaite savoir si la démarche collective initiée par le Parc aurait pour but de solliciter une aide pour les Communes ou pour les particuliers et entreprises.

Serge RAULT répond qu'il serait bien de s'orienter vers un fonds plutôt global.

Sandrine GARDET précise que la Région voudra connaître les bénéficiaires finaux des subventions qu'elle attribuerait.

Serge RAULT réplique qu'il est très difficile de chiffrer les dégâts pour tout le monde. Il faut aussi tenir compte du fait que même lorsque le risque est couvert par l'assurance, la franchise est plus élevée en cas de catastrophe naturelle et le reste à charge est donc plus important.

Sandrine GARDET ajoute qu'il est aussi important de recenser les dommages dans le périmètre d'extension du Parc. Il serait aussi nécessaire de programmer une visite du Président de la Région sur place. L'information de cette démarche collective va aussi être donnée aux Départements.

Pour le chemins, une enquête va être lancée auprès des Communes pour connaître précisément quels sont les sentiers endommagés.

Charles ZILLIOX remercie l'ensemble des participants.

La réunion du Bureau prévue le 11 décembre aura lieu à la salle des fêtes de Doizieux, salle qui accueillera ce même jour la réunion du Conseil d'administration d'IPAMAC. Une commission des finances devra également avoir lieu à 16h30.

Une autre réunion du comité syndical aura lieu le 18 décembre à La Ricamarie.